



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2808
27 mai 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Augmenter et indexer les salaires sur les prix, c'est vital!



Les ouvriers de Toyota - Onnaing en débrayage pour les salaires.

**LE CAMP DES
TRAVAILLEURS**

**Les candidats
de Lutte ouvrière
aux élections
législatives**

Page 16

27, 28 et 29 mai à Presles
La fête

Pages 7 à 10



Leur société

- Gouvernement Borne: prêt au combat contre les travailleurs 3
- Planification écologique: le profit privé, principal polluant 3
- Éducation: un nouveau ministre, mais pas de nouveaux moyens 3
- Le Drian: canonisé par les marchands d'armes 4
- Retraité ou pas: le minimum, c'est 2000 euros! 4
- Fil rouge 4
- Contre la hausse des prix: imposer les revendications de l'ensemble des travailleurs 5
- Loi sur le pouvoir d'achat: de la poudre aux yeux 5
- Accident sur l'A7: camion renversé et désorganisation sociale 5
- Hôpitaux en crise: embaucher, une urgence vitale 6
- Enseignement: manque de personnel à tous les étages 6
- Restauration: les salariés ne veulent pas travailler pour rien 6

Dans le monde

- Sahel: dehors les troupes françaises! 11
- Un monde en guerre: 100 millions de déplacés 11
- Delta Airlines: un vol avant les vols 11
- D'une invasion à l'autre 11

Dans les entreprises

- Caf: en surchauffe 12
- Hôpital de Vichy: mécontentement général 12
- Hôpitaux de Marseille: les soignants ne se laissent pas voler 12
- La Cane - La Réunion: la direction a dû reculer 12
- Toyota - Onnaing: les débrayages pour les salaires continuent 13
- Renault: résistance au serrage de vis 13
- Lactalis - Vallet: pour la réintégration d'un licencié 13
- Hiolle Technologies - Prouvy: une première grève réussie 13
- Arco-Vuitton - Châtelleraut: les ouvrières exigent leur dû! 14
- RATP Bus: trois jours de grève 14
- SNCF: la direction en tient une couche 14
- Agents territoriaux de Tours-Métropole: les grévistes arrachent une augmentation 15

Élections législatives

- Les candidats de Lutte ouvrière 16

Fête de Lutte ouvrière
7 à 10

Augmenter et indexer les salaires sur les prix, c'est vital!

Face à la flambée des prix, il faut augmenter les salaires. Tout le monde le reconnaît, le ministre de l'Économie, le patron du Medef, les dirigeants politiques, de gauche comme de droite, et tous les prétendus experts économiques.

Oh, ils ne s'inquiètent pas pour les travailleurs. Que ces derniers soient obligés de se serrer la ceinture, ils n'en ont que faire! Mais ils constatent que l'appauvrissement du monde du travail devient dangereux pour toute l'économie: les petits commerçants voient leur clientèle se tarir et il est difficile, voire impossible, de recruter avec des niveaux de salaire aussi bas.

Alors, la question des salaires est devenue un problème pour tout le monde. Mais le grand patronat ne veut pas payer et le gouvernement ne l'y oblige pas. Il le pourrait, ne serait-ce qu'en augmentant significativement le smic, mais il ne le veut pas. Même pour le déblocage des salaires des fonctionnaires, l'État traîne et rechigne au rattrapage nécessaire.

À la place, le gouvernement cherche des subterfuges: primes et heures supplémentaires défiscalisées; chèque alimentaire; ristournes sur l'essence pour ceux qui roulent le plus... Toutes ces mesures, payées par les impôts, c'est-à-dire par chacun d'entre nous, ne sont que des pis-aller. Elles ne sont pas conçues pour que l'on ne s'appauvrisse pas, mais pour que l'on supporte notre appauvrissement, alors même que les profits farineux s'accumulent du côté de la bourgeoisie.

Les spéculateurs qui font grimper les prix s'en mettent plein les poches. Et les superprofits d'un TotalEnergie ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Toutes les grandes entreprises continuent de réaliser des profits, sans compter qu'avec ceux de 2021 elles ont des réserves. Alors, il faut se battre pour prendre l'argent sur ces profits!

Toutes les entreprises ne seraient pas en mesure d'augmenter les salaires parce qu'elles ont, elles-mêmes, des charges qui augmentent? Qu'elles fassent la transparence sur leurs comptes, et on verra qui fait son beurre sur le dos des autres!

Dans tous les cas, il n'y a aucune raison que les travailleurs acceptent, en plus d'être exploités, d'être volés par le biais de l'augmentation des prix. C'est pourquoi il faut l'augmentation des salaires et leur indexation automatique sur les prix.

Beaucoup de travailleurs ne sont pas dupes. Ils savent qu'il leur revient, à eux, d'arracher de véritables augmentations de salaire, au travers des grèves. Ces dernières semaines, celles-ci se sont multipliées, dans le privé comme dans le public, et elles ont souvent porté leurs fruits.

Une grève emblématique vient de se dérouler dans une usine de Châtelleraut qui fabrique des sacs Vuitton pour le groupe LVMH, propriété de Bernard Arnault. Celui-ci encaisse, au titre des profits de 2021, deux smic par minute. Mais le luxe, ce ne sont pas seulement de riches clients et des actionnaires pleins aux as, ce sont aussi des couturières qui gagnent 1400 euros après dix ans d'ancienneté. Eh bien, 550 d'entre elles ont fait grève et viennent d'arracher 100 euros net.

Tout aussi gros et rapace, le groupe Toyota vient d'annoncer un record historique de 20 milliards d'euros de bénéfices en un an et continue d'imposer des salaires indignes. À l'usine d'Onnaing dans le Nord, où 5000 ouvriers fabriquent la Yaris, les débrayages de centaines d'ouvrières et d'ouvriers s'enchaînent actuellement sur les salaires. À cette liste, on peut encore ajouter Amazon, où 1500 salariés se sont mobilisés en avril dans les plus grands entrepôts du pays.

De nombreuses grèves concernent aussi la dégradation des conditions de travail, le manque de personnel et les menaces de chômage partiel, car tout s'ajoute. Elles touchent aussi les entreprises sous-traitantes et tous les secteurs: hôpitaux, transports, collectivités locales.

Dans ce contexte de crise, si les luttes dans les grandes entreprises s'étendent à l'ensemble du monde du travail, elles peuvent ouvrir la voie à un changement de rapport de force avec le patronat. Car le fait est que nous nous retrouvons désormais tous unis derrière la même revendication: l'augmentation et l'indexation des salaires!

C'est cette nécessité des luttes collectives qu'affirmeront les candidats de Lutte ouvrière aux législatives du 12 juin. Ils seront présents dans toutes les circonscriptions pour affirmer qu'au travers des combats collectifs les travailleurs ont la force de changer leur sort face à la rapacité capitaliste!

Nathalie Arthaud



Grève des ouvrières d'Arco à Châtelleraut.

DENIS FRÉTIER

Gouvernement Borne : prêt au combat contre les travailleurs !

Après trois semaines de suspense savamment entretenu, Macron a annoncé la composition de son gouvernement. Le choix d'Élisabeth Borne comme Première ministre et le maintien de Le Maire à l'Économie ou Darmanin à l'Intérieur est l'annonce que la nouvelle équipe poursuivra le combat contre les classes populaires.

Bien sûr, la communication de l'Élysée cherche à envoyer un autre message. Élisabeth Borne, longtemps proche du PS, ayant paraît-il été préférée à Catherine Vautrin de LR, les macronistes voudraient faire passer cette servante loyale du patronat pour une femme à la fibre sociale. La ficelle est grossière.

Avec Olivier Dussopt, venu lui aussi du PS, muté du ministère des Comptes publics à celui du Travail, Borne se prépare à attaquer les retraites des travailleurs. De son côté, Bruno Le Maire, maintenu au ministère de l'Économie, continuera de mettre le budget et les moyens de l'État à la disposition des

patrons des groupes français, pour leur permettre d'augmenter leurs profits dans le contexte de crise économique et climatique, de fermeture des marchés et de guerre en Ukraine.

En conservant Darmanin à l'Intérieur, lui qui trouvait Le Pen « trop molle », Macron donne aussi un signal aux policiers : ils continueront d'être couverts à chaque dérapage raciste. Ils pourront continuer à tirer à leur convenance ou à éborgner les manifestants. Il cherche ainsi à plaire aux partisans de l'ordre et aux électeurs de droite ou d'extrême droite. L'entrée au gouvernement de



Damien Abad, jusque-là chef des députés LR, était elle aussi calculée pour siphonner un peu plus les électeurs de la droite à la veille des élections législatives, avant que les accusations de viol portées par plusieurs femmes contre lui menacent de faire

capoter l'opération.

Épisode après épisode, la mise en scène des remaniements ministériels a de moins en moins d'effet, tant elle cache mal la continuité antiouvrière des gouvernements successifs.

Xavier Lachau

Planification écologique : le profit privé, principal polluant

Le président-candidat avait carrément affirmé que son mandat « serait écologique ou ne serait pas ». Le fidèle et toujours nuancé Castaner ajoutait que « l'écologie est le combat absolu ».

La Première ministre Élisabeth Borne est donc directement chargée de l'écologie, flanquée d'Agnès Pannier-Runacher à la Transition énergétique et d'Amélie de Montchalin à la Transition écologique.

Ce trio, renforcé d'un secrétariat général, doit veiller à la « planification écologique ». Derrière ce terme, emprunté à Jean-Luc Mélenchon, on doit comprendre qu'un sage gouvernement va conduire progressivement et sans heurts la société vers le paradis décarboné, les villes à la campagne, le retour des mésanges dans les jardins de pavillons basse énergie. Et cela se fera, bien évidemment, sans léser personne.

Plutôt que des militantes

du retour à la nature, les carrières et engagements passés des trois ministres montrent pourtant de fidèles et efficaces cadres de l'accumulation capitaliste. Dans leurs déclarations comme dans leurs diverses fonctions, au gouvernement, dans le privé, à la tête d'entreprises publiques, elles se sont illustrées par un dévouement sans faille au grand patronat, au profit privé, au monde des riches. Et, si jamais elles se sont intéressées à l'écologie, ce fut dans le secret de leur cœur et sur leur temps libre.

L'écologie n'est plus un simple hochet politique qu'on peut confier à un Nicolas Hulot, il ne s'agit plus seulement de gagner des voix par des affichages

médiatiques, même si cela n'est pas indifférent à deux semaines des élections législatives. Désormais, l'économie verte, ou prétendument telle, car les conséquences à long terme sont toujours superbement ignorées, est un énorme marché. C'est donc devenu une affaire tout à fait sérieuse.

Les contrats de traitement des ordures ménagères, de production d'énergie décarbonée, d'isolation des bâtiments, de transformation des déchets industriels se chiffrent en dizaines de milliards, sur des dizaines d'années. Quant à ceux du remplacement des moteurs thermiques par des moteurs électriques, ils concernent de puissants trusts mondiaux, l'automobile et le transport. L'État se doit d'accompagner les groupes capitalistes, de leur paver le chemin, de garantir leurs marchés et leurs profits. L'écologie n'est plus alors qu'un nouvel emballage du soutien étatique aux grandes entreprises.

Voilà le rôle du trio des ministres vertes et de leur président garanti sans colorant. Leur réussite ne sera pas à chercher dans la baisse du taux de pollution des villes et des rivières, mais dans la hausse du taux de profit des industriels et des banquiers.

Paul Galois

Éducation : un nouveau ministre, mais toujours pas de nouveaux moyens

La nomination du nouveau ministre de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye, a fait couler beaucoup d'encre. Après Blanquer et ses réformes, Macron veut faire ainsi croire au monde enseignant qu'il change de politique.

Macron se retrouve avec la fronde des tenants de la réaction la plus crasse, de la droite à l'extrême droite. En effet, Pap Ndiaye, agrégé d'histoire, est connu pour ses recherches sur les Noirs américains et il a dirigé le Musée national de l'histoire de l'immigration à Paris, porte Dorée. Il a fait remarquer qu'en France « il y avait un déni » au sujet des violences policières. Il n'en a pas fallu plus pour que toute la droite et l'extrême droite s'enflamment. Marine Le Pen juge ce choix « terrifiant ». Pap Ndiaye est même « un intellectuel indigéniste, wokiste, obsédé par la race » aux yeux de Zemmour, qui s'y connaît en obsession raciale. Et la droite n'est pas en reste et déclare en la personne d'Éric Ciotti que Pap Ndiaye est « adepte de l'islamo-gauchisme ».

Au fond, ce débailage raciste et réactionnaire sert le gouvernement Macron. Le président peut être satisfait de la polémique créée par la nomination de ce nouveau

ministre. Elle pourrait fort à propos masquer les ravages causés par les cinq années de suppressions de postes dans l'Éducation nationale. Car la rentrée est déjà programmée, les suppressions de postes dans le premier et le second degré sont effectives. Dans le second degré, collèges et lycées confondus, 440 postes disparaissent. Cela porte le nombre de suppressions à 7900 en cinq ans, ce qui équivaut à la disparition de près de 175 collèges ! Quant au premier degré, même si les moyens annoncés sont stables, les inspections académiques prévoient de nombreuses fermetures de classes. Ce qui s'annonce partout, ce sont des classes surchargées, des enseignants non remplacés, une dégradation continue de l'éducation.

Alors, la nomination de Pap Ndiaye ne va pas changer la donne. Dans nombre de salles de professeurs, les enseignants n'en attendent rien.

Aline Urbain



Le Drian : **canonisé** par les marchands d'armes

Après dix ans comme ministre de la Défense sous François Hollande, puis des Affaires étrangères sous Emmanuel Macron, Jean-Yves Le Drian ne fait pas partie du nouveau gouvernement.

Il a bien rempli la fonction de défenseur de l'impérialisme français, notamment en Afrique, dévolue à ceux qui occupent ces postes, et aussi celle, parallèle, de représentant de commerce en armement.

En Afrique, Le Drian restera un symbole des interventions militaires françaises, et surtout de leur débâcle. Lorsque François Hollande a déclenché l'intervention au Mali en janvier 2013, Le Drian se faisait fort d'éradiquer rapidement les groupes djihadistes. Neuf ans après, ces bandes armées sont plus fortes que jamais. Elles ont essayé dans tout le pays, puis au-delà de ses frontières, au Burkina, au Niger, et menacent la Côte d'Ivoire ou le Sénégal. L'armée française n'a pas protégé les habitants, dont des millions ont dû quitter leurs villages. La population, exaspérée par le soutien de l'impérialisme français à des régimes corrompus, est passée de la satisfaction exprimée en 2013 à la franche hostilité envers les militaires français, un sentiment sur lequel a pu s'appuyer la junte militaire

aujourd'hui au pouvoir. Finalement, l'armée française doit aujourd'hui plier bagage.

En Centrafrique, fief de l'impérialisme français depuis l'époque coloniale, les choses ont été encore plus rapides : une intervention militaire a eu lieu en décembre 2013, prétendument pour éviter un génocide, suivie de la désintégration du pays tombé aux mains de bandes armées rivales, et finalement du départ des troupes françaises en octobre 2016. Le gouvernement centrafricain actuel, comme celui du Mali, fait aujourd'hui appel aux mercenaires du groupe russe Wagner pour assurer sa protection.

Les interventions militaires françaises sous Le Drian ne se sont pas limitées à l'Afrique. Il a soutenu et armé discrètement le maréchal Haftar en Libye, envoyé des troupes en Syrie, où les canons Caesar ont bombardé les villes tenues par l'État islamique et leur population, et arment aujourd'hui l'armée ukrainienne. Car Le Drian a bien été le meilleur démarcheur

des marchands de canons français tout au long de ses passages aux deux ministères. Il aura été de tous les voyages promettant des signatures de contrats, en Égypte, en Arabie saoudite, aux Émirats, n'hésitant pas à pourvoir en armes les pires dictateurs. Après avoir déjà quintuplé les contrats à l'exportation lors de son passage au ministère de la Défense, il dépasse maintenant ce record en tant que ministre des Affaires étrangères, en tandem avec la ministre des Armées Florence Parly. Au passage il n'oublie pas la famille : l'entreprise de son fils Thomas a décroché en 2015 un marché pour la fabrication de passeports au Mali, affaire pour laquelle la justice de ce pays le soupçonne d'avoir donné un coup de pouce en intervenant auprès du président de l'époque, Ibrahim Bou-bacar Keïta, et le convoque aujourd'hui.

Les marchands d'armes vont sans doute regretter Le Drian, mais trouveront sans doute de quoi se consoler avec ses successeurs aux ministères des Armées et des Affaires étrangères. Les ministres passent, la politique de l'impérialisme français reste, comme les affaires qui vont avec.

Daniel Mescla



Manifestation à Bamako le 4 février 2022.

Sil rouge

Pannier-Runacher, la ministre magique

Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition énergétique dans le nouveau gouvernement, laisse sceptiques les défenseurs de l'environnement. Ils notent par exemple que sa famille a fait fortune avec un groupe pétrolier opaque, Perenco, accusé de préjudices écologiques en République démocratique du Congo.

Jusqu'à présent ministre de l'Industrie, dans le cadre d'un forum patronal en octobre 2021, elle avait osé déclarer : « Vous allez donner aux jeunes la fierté de travailler dans l'entreprise. La

fierté de travailler dans l'usine pour qu'on dise que, lorsque tu vas sur une ligne de production, c'est pas une punition. C'est pour ton pays, c'est pour la magie. » Les ouvriers, avec une espérance de vie de six ans inférieure à celle des cadres, et souvent victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles, apprécient cette magie à leur façon.

Alors, quant à l'action de Pannier-Runacher et de son gouvernement sur la planète, mieux vaut ne pas en attendre des miracles.

Élisabeth Borne et les rêves des petites filles

Nommée Première ministre, Élisabeth Borne a dédié sa nomination à « toutes les petites filles » : « Allez au bout de vos rêves ! » « Rien ne doit faire cesser le combat pour la place des femmes dans notre société », a-t-elle ajouté.

Ex-PDG de la RATP, ex-haut cadre de la SNCF, Élisabeth Borne a mené

en tant que ministre une réforme ouvrant le transport ferroviaire à la concurrence et détruisant le statut des cheminots, puis une autre réduisant les droits des chômeurs.

Souhaitons que les petites filles d'aujourd'hui rêvent à bien d'autres choses qu'à remplir de tels états de service au profit des plus riches !

Véran : jamais si bien flatté que par soi-même

Lors de sa passation de pouvoir, Olivier Véran s'est félicité de son passage au ministère de la Santé. « Je suis fier d'avoir été sur le pont 24 heures sur 24, sept jours sur sept, pour protéger ce que les Français ont de plus précieux », a-t-il affirmé. Il a estimé « avoir tenu bon face à l'impensable » et que « c'est avec fierté (encore?) qu'il quitte le ministère de la crise et du quotidien des Français ».

En voilà un qui n'a besoin de personne pour lui

passer la brosse à reluire, il s'en tire très bien lui-même. C'est sûr aussi qu'il ne peut pas compter pour le faire sur les soignants hospitaliers, croulant jusqu'à la dépression sur les tâches à assurer, faute de personnel et de lits pour les malades, et encore moins sur les 145 000 morts du Covid, en partie victimes de la politique honteuse de restrictions budgétaires qu'il a continué à appliquer au plus fort de l'épidémie.

Retraité ou pas : le minimum c'est 2 000 euros !

Une étude de la direction des statistiques (Drees) parue le 20 mai indique que la moitié des personnes qui pouvaient bénéficier en 2016 de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse (ASV) ou de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) n'en ont pas bénéficié.

Cela concerne 325 700 personnes, dont un bon nombre de femmes, qui sont sous le plafond de ressources : un peu plus de 800 euros en 2016 et 917 actuellement. Elles ont ainsi été privées d'un complément de ressources de 205 euros en moyenne par mois.

Une grande partie

d'entre elles ne l'ont pas demandé par manque d'information, vu la difficulté à s'y retrouver dans l'enchevêtrement des services sociaux et en raison de la difficulté à joindre ces services, de plus en plus victimes des coupes gouvernementales.

Macron a évoqué l'application du versement

automatique des aides sociales à ceux qui y ont droit. Force est de constater que, pour beaucoup d'allocataires, c'est plutôt la radiation automatique qui fonctionne, surtout quand le gouvernement en réduit les règles d'attribution, comme dans le cas de l'allocation handicapée.

Mais il ne faudrait surtout pas que cette proposition électorale, même mise en œuvre, cache l'essentiel : à savoir que, pour vivre, qu'on soit salarié ou retraité, le minimum nécessaire aujourd'hui par mois est en fait d'au moins 2 000 euros.

Sylvie Maréchal

Contre la hausse des prix : imposer les revendications de l'ensemble des travailleurs

Face aux hausses de prix générales et insupportables, des travailleurs se mobilisent pour des augmentations de salaire. Mais le patronat, lui aussi, se prépare et cherche les moyens de contrer ces revendications plus que légitimes.

Pour que les luttes ne se concluent pas sur des victoires illusives, il est indispensable de réfléchir aux revendications à mettre en avant.

Dans chaque entreprise qui a connu un début de mobilisation sur les salaires, les patrons ont tenté de proposer des primes, au lieu d'augmentations générales. Ils savent qu'ils ont le pouvoir de manipuler les primes, de les rendre aléatoires et qu'elles ne comptent généralement pas

pour la retraite. Une partie des travailleurs d'ailleurs rejettent de telles propositions et réclament des augmentations générales et uniformes. Mais, là encore, les patrons cherchent des parades en proposant des montants différents en fonction des salaires ou des qualifications. Quitte à devoir céder, ils préfèrent largement des hausses de salaire en pourcentage, qui désavantagent les plus bas salaires et coûtent bien moins cher aux patrons. Tous les

moyens sont bons pour tenter de diviser les travailleurs et empêcher qu'ils prennent conscience de leur force.

Le patronat a bien d'autres moyens encore de protéger ses profits, même s'il doit céder de légères augmentations. Avec le chômage de masse, la précarité et le développement des contrats d'apprentissage, il sait qu'il peut exploiter des travailleurs dont le salaire est bloqué au plancher.

Pour enrayer la possibilité d'une montée de colère due à l'inflation, les patrons parlent actuellement de rouvrir des négociations salariales avec les syndicats. Dans ces négociations,



ils pourraient, avec la complicité de ceux-ci, faire miroiter des améliorations en discutant des grilles de qualification et autres miroirs aux alouettes pour les travailleurs.

En dernier recours, le patronat sait qu'il a le pouvoir d'agir sur les prix, de se servir de l'arme de l'inflation pour annuler les effets des augmentations de salaire qu'il se verrait contraint d'accepter. Il mène la guerre en permanence aux travailleurs et, face à la contestation sur les salaires, il a déjà prévu des parades, des voies en impasse, des mensonges. Il a une politique contre la classe ouvrière. En face, celle-ci doit impérativement en avoir une aussi.

Les travailleurs ont

intérêt à mettre en avant non seulement des augmentations générales et uniformes de plusieurs centaines d'euros, mais aussi l'indexation des salaires sur les prix, pour ne pas tout perdre en quelques mois. Ils doivent aussi imposer la répartition du travail entre tous, afin d'empêcher les patrons d'imposer la précarité et de faire ainsi pression sur les salaires de tous les travailleurs.

Pour empêcher les capitalistes d'enfoncer les travailleurs dans la pauvreté, il faudra changer réellement le rapport de force, imposer le contrôle de leurs comptes, de leurs affaires, de leurs choix.

Marion Ajar

Loi sur le pouvoir d'achat : de la poudre aux yeux



18 centimes de réduction ont-ils allégé le poids dans ce domaine? Pour ceux qui utilisent beaucoup leur voiture, la dépense devient insupportable.

Elle évoque aussi le triplement de la prime Macron. Qui va payer cette prime? Si c'est l'État, c'est prendre dans la poche des travailleurs, par les impôts, pour remettre dans l'autre poche avec cette prime. Si ce sont les entreprises qui la financent, elles répercuteront cette dépense sur les prix pour maintenir leurs marges.

Ce catalogue de mesures est de la poudre aux yeux, car dans un mois, deux mois ou six mois les quelques sous récupérés seront mangés par l'inflation. Ils seront passés dans le paquet de pâtes, le kilo de tomates, la facture de gaz ou d'électricité... sans qu'on ait mangé plus ou qu'on soit mieux chauffé.

Pour éviter que toute hausse de salaire ou toute prime versée aux salariés soit immédiatement récupérée par la hausse des prix, il n'y a pas d'autre solution que de revendiquer l'indexation automatique des salaires sur les prix.

Joséphine Sina

Le gouvernement travaille à la mise en place d'un « projet de loi sur le pouvoir d'achat » a annoncé la Première ministre Elisabeth Borne au 20 heures de TF1.

Les périodes électorales sont le moment des grandes promesses des candidats. Elisabeth Borne ne déroge pas à la règle en se faisant la porte-drapeau des candidats LREM aux législatives. À deux semaines du premier tour, elle explique que la priorité du gouvernement est de répondre à l'inquiétude des Français concernant le pouvoir d'achat.

Mais les mesures incluses dans ce projet ne sont en fait que le prolongement de celles déjà testées dans le précédent quinquennat, et qui n'ont absolument pas

amélioré le pouvoir d'achat. La mise en place d'un nouveau chèque alimentaire ne changera rien. Le chèque de Castex, l'ancien Premier ministre, n'avait pas permis de soulager les familles lors du passage en caisse dans les magasins. La faiblesse du montant du chèque avait même été perçue comme une provocation, tant la hausse des prix nécessite une vraie augmentation des salaires.

Elisabeth Borne promet le prolongement de la baisse des prix des carburants. En quoi les

Accident sur l'A7 : camion renversé et désorganisation sociale

Des milliers de travailleurs et d'usagers se sont retrouvés coincés plus de cinq heures mercredi 18 mai sur l'autoroute A7, au sud de Lyon. Un camion s'était renversé, déversant sa cargaison de matières toxiques, très inflammables, probablement destinées à cette « vallée de la chimie » lyonnaise. L'autoroute a été coupée au niveau de Chasse-sur-Rhône et la circulation complètement bloquée jusqu'à Vienne.

Mettre sur les routes des files ininterrompues

de camions, en particulier contenant des produits dangereux, relève de l'irresponsabilité sociale.

Une fois les véhicules bloqués sous un soleil de plomb, presque rien n'a été organisé par Vinci Autoroutes pour renseigner ou aider les automobilistes: au point qu'ils ont dû partir à pied demander de l'eau aux riverains! Vinci sait encaisser les péages, mais pas embaucher le personnel suffisant pour réagir en cas de problème.

Correspondant LO

Hôpitaux en crise : **embaucher, une urgence vitale**

« Assurer l'accès aux soins pour tous » serait la priorité de la nouvelle ministre de la Santé, Brigitte Bourguignon, qui a aussitôt refroidi les naïfs en ajoutant : « Ma feuille de route est claire, c'est celle du président. »

Son prédécesseur, Olivier Véran, est fier de son bilan. Il n'y a pourtant pas de quoi : la santé est gravement en crise, l'hôpital est au bord de la rupture, ne tenant que grâce à des bouts de sparadrap et à l'esprit de responsabilité de ceux qui le font tourner. Les services d'urgence sont en pleine rupture. Les Ehpad et maisons de retraite maltraitent ceux qui y vivent et épuisent ceux qui y travaillent. La médecine de proximité devient inaccessible dans bien des régions.

Pourtant « il y a des postes, il y a des budgets, il y a de l'argent, il y a des salaires qui ont été augmentés pour recruter des

soignants », prétendait Véran avec aplomb il y a peu. Si la crise de l'hôpital s'est approfondie, « je ne crois pas que ce soit un problème de salaire », a-t-il avancé, mais « un problème d'organisation, de bureaucratie, de charge administrative [...] ainsi qu'un problème de fatigue » après le Covid. Il y a là de quoi faire grincer bien des dents parmi les travailleurs hospitaliers épuisés.

Car le bilan de Véran, additionné à celui de ses homologues dans les gouvernements précédents, de droite comme du PS, est confondant. Au moins 120 services d'urgence, un sur cinq, sont dans l'incapacité de fonctionner

normalement et d'accueillir les patients 24 heures sur 24. L'été dernier, plus de la moitié d'entre eux ont dû fermer, parfois la nuit, parfois le week-end, et la situation pour l'été prochain s'annonce sombre, si rien n'est fait. Certains services fonctionnent en mode dégradé, avec une partie seulement de leurs capacités d'accueil, faute de place, faute de personnel urgentiste, faute de lits dans les autres services. Près de la moitié des grands hôpitaux, CHU et CHR, sont touchés par cette crise. Le CHU de Bordeaux a même mis en place devant la porte un tri assuré par des bénévoles secouristes, ou un poste téléphonique pour joindre le Samu.

Les chiffres sont là : 75 000 lits ont été fermés en dix-huit ans, sous les présidences de Chirac, Sarkozy,

Hollande et Macron, qui en a supprimé plus de 5 700 pendant la seule année 2020. L'orientation croissante vers la chirurgie ambulatoire découle de ce souci d'économies et de rentabilité de l'hôpital. L'absence d'embauches et les salaires indécents sont à l'origine de l'état d'épuisement et du découragement de bien des travailleurs de l'hôpital. Les horaires intenablement, les heures supplémentaires de dernière minute ou auto-imposées, les congés impossibles à prendre, en conduisent certains à partir. Enfin le déficit de médecins de ville et la disparition des petits dispensaires de quartier font de plus en plus reposer la santé sur l'hôpital, dont

les travailleuses et les travailleurs craquent.

Présent lors de la prise de fonction de la nouvelle ministre, le 21 mai, le médecin urgentiste Patrick Pelloux commentait : « Ils nous ont écoutés, ça faisait un peu réunion de crise et psychothérapie de groupe mais on n'en a pas besoin. » En effet, quand il manque une infirmière sur dix dans les hôpitaux de Paris, quand un des services d'hématologie de l'hôpital Saint-Louis est mis en péril, ce qu'il manque, ce sont les milliers d'embauches, avec des salaires corrects qu'une faible part des 160 milliards de profits réalisés par les capitalistes du CAC 40 en 2021 rendrait à elle seule possible.

Viviane Lafont

Enseignement : **manque de personnel à tous les étages**

À la rentrée de septembre, il va manquer encore plus d'enseignants que d'ordinaire. Après les résultats des épreuves écrites des récents concours du Capes, on sait qu'il manquera au minimum 200 candidats professeurs de mathématiques et près de 150 pour enseigner l'allemand.

D'autres seront éliminés lors des épreuves orales, ce qui va accentuer encore le déficit dans ces deux matières, déjà déficitaires l'an dernier. Les autres disciplines sont à peine mieux loties. Le concours du premier degré, destiné à recruter les professeurs des écoles, a vu aussi le nombre de candidats chuter, y compris dans les académies qui attirent habituellement le plus d'étudiants.

Il n'est pas surprenant que les étudiants réfléchissent à deux fois avant de passer des concours menant à un métier rendu de plus en plus difficile par la multiplication des classes surchargées. En moyenne, au niveau national, on compte entre 25 et 26 élèves par classe au collège, un taux jamais atteint. Au lycée général, les effectifs sont encore plus chargés, 30 élèves par classe en moyenne et jusqu'à 40 dans certains cours de

spécialité. C'est invivable pour les enseignants et dramatique pour les conditions d'apprentissage des élèves.

Les salaires des enseignants, surtout en début de carrière, avec moins de 1 500 euros par mois, sont trop faibles pour compenser ces difficultés.

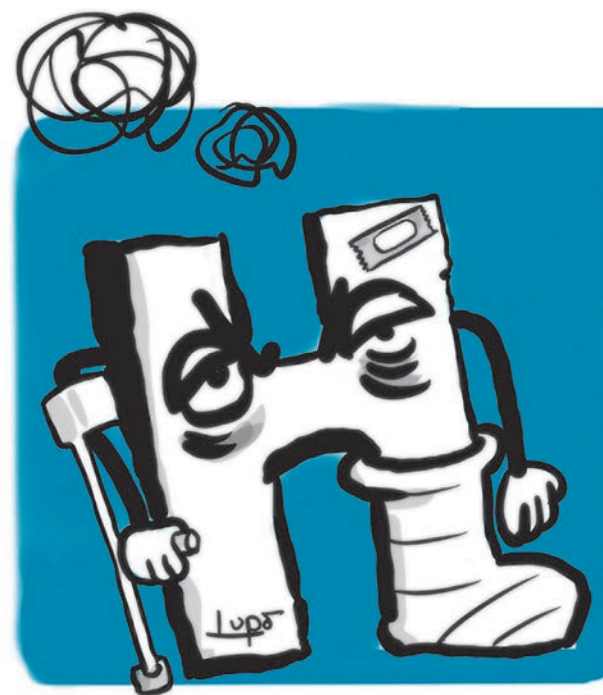
Les pics de l'épidémie de Covid ont souligné le manque d'enseignants, d'autant plus que les réserves de remplaçants ont été amenuisées ces dernières années. Le mode dégradé est devenu la norme dans les établissements scolaires, notamment dans les quartiers défavorisés. À chaque rentrée, et la prochaine promet d'être pire encore, certaines classes doivent attendre plusieurs semaines avant que quelqu'un vienne faire cours.

Cette situation de plus en plus compliquée sert de prétexte au ministère et aux rectorats pour pousser les

établissements à trouver des contractuels, qui seront jetés dehors dès qu'un enseignant titulaire sera nommé sur le même poste, et qui ne sont pas payés pendant les vacances scolaires.

Un recrutement toujours plus important de contractuels, avec des droits moindres, sera aussi une pression pour habituer les enseignants à la précarité et dégrader leurs conditions de travail. Moins de crédits, moins de personnel, plus de difficultés pour les élèves, c'est une chanson tristement connue.

Lucien Déroit



Restauration : **les salariés ne veulent pas travailler pour rien**

Deux cent mille postes sont à pourvoir dans la restauration, principalement en cuisine.

Les patrons et gérants de ce secteur se lamentent, l'été se présente mal, les employés saisonniers réclament de plus en plus la journée continue, ou l'indemnisation de leurs coupures. À Toulouse, un candidat à un poste dans un restaurant aurait refusé un salaire inférieur à 1 500 euros (il n'est pas dit si c'est net ou brut). Des conditions de travail correctes sont même réclamées par les saisonniers qui se présentent pour un poste. L'augmentation concédée depuis le 1^{er} avril, se résumant parfois à 1 %, ne semble pas

suffire au bonheur des futurs cuisiniers, serveuses, chefs de rang, plongeurs...

Les candidats se permettent même d'être « regardants sur le bien-être au travail », déplore un patron. Un des fournisseurs des restaurateurs, le grossiste Metro, s'est lancé dans un job dating pour leur faciliter le recrutement, mais rien n'y fait.

Pourtant, une solution existe et elle est très simple : proposer des salaires suffisants qui, une fois payés le loyer, le transport pour venir travailler et les vêtements nécessaires, laissent vraiment plus que de quoi survivre.

V. L.

Fête de Lutte ouvrière, les 27, 28 et 29 mai



Trois jours de fraternité!

Dans une situation politique marquée par la réélection de Macron, la progression des idées d'extrême droite et l'inquiétude suscitée par la guerre en Ukraine, la fête de Lutte ouvrière sera une grande bouffée d'air pour ceux qui refusent de se résigner.

Ce seront trois jours d'échanges, de joie et de fraternité.

Ce sera aussi l'occasion de se retrouver pour tous les travailleurs conscients de partager les mêmes intérêts contre leurs exploités par-delà les frontières.

Meetings de Nathalie Arthaud

Samedi 28 et dimanche 29 à 15 heures



Forums

Avec les militants d'entreprise

- **Automobile**: les travailleurs face à l'offensive patronale
- **Aéronautique**: les mouvements pour l'augmentation des salaires
- **Transports**: les travailleurs face à l'ouverture à la concurrence et aux attaques des directions
- **Hôpitaux**: après comme avant le Covid, l'hôpital malade de la course au profit.

Films et documentaires

- **Ouireham**, d'Emmanuel Carrère
- **Un triomphe**, d'Emmanuel Courcol
- **L'événement**, d'Audrey Diwan
- **La loi de Téhéran**, de Saeed Roustayi
- **Lingui, les liens sacrés**, de Mahamat-Salah Haroun
- **Chers camarades!** d'Andrei Konchalovsky
- **Les damnés de la Commune**, de Raphaël Meyssan
- **La fracture**, de Catherine Corsini
- **Freda**, de Gessica Geneux
- **Rouge**, de Farid Bentoumi
- **Les heures heureuses**, de Martine Deyres
- **Paris, Stalingrad**, de Hind Meddeb et Thim Naccache
- **Les balles du 14 juillet 1953**, de David Kupferstein
- **Que m'est-il permis d'espérer**, de Raphaël Girardot et Vincent Gaulier



Débats avec :

- **David Kupferstein**, pour son film *Les balles du 14 juillet 1953*
- **Martine Deyres**, pour son film *Les heures heureuses*.
- **Des femmes de chambre, grévistes de l'hôtel Hyatt-Vendôme**, pour le documentaire *Les Reines du Palace*.

Spectacles au grand podium et au théâtre de verdure

Vendredi

- **Gadge Tavaritch**, jazz manouche, chansons swing
- **Martha Fields Band**, country folk
- **El Gato Negro**, soukous, cumbia et afroTrap
- **Booze & Riots**, chants de lutte irlandais
- **Laurent Larcher Trio**, jazz acoustique



El Gato Negro.

Samedi

- **Souad Massi**, chanteuse chaâbi folk
- **La Compagnie Jolie Môme**
- **La Commune à Bernard**, chants de la Commune de Paris
- **Radio Babel Marseille**, combo polyphonique
- **Lost in Soul**, soul music
- **Bernard**, humour en chansons
- **DJ BluesWeat**, electro dance music
- **Chla Mydia**, chansons féministes
- **Gérard Pierron**, chansons

Dimanche

- **Delgres**, blues rock créole
- **The Moonlight Swamper**, reprises rock
- **Tarace Boulba**, fanfare funk
- **A 3 ou 4**, jazz
- **Les Bonnets M**, boys band disco



Delgres.

Les librairies

- **Au château**: un large choix de romans, de témoignages, de livres historiques et politiques, essentiellement en poche.
- **Cité du roman**: une sélection de romans et de témoignages, regroupés par pays.
- **Cité des sciences**: l'actualité scientifique, l'histoire des sciences, ouvrages de vulgarisation.
- **Sous les pavés, les pages**: livres d'occasion.
- **Dans la Cité politique**: toutes les publications de Lutte ouvrière.



TRAVAILLEURS SANS PAPIERS EN LUTTE

Manifestation entre les deux tours de l'élection présidentielle.

Expo photos

Les invisibles se font voir : les travailleurs sans papiers en lutte

Portraits au travail et photos de leurs luttes, pris par les travailleurs eux-mêmes. Le collectif des sans-papiers fait une visite commentée de l'exposition tous les jours à 16 heures.

Fête de Lutte ouvrière

Tous les stands

Place de l'Églantine et allée de la Diane

- 2 Sous les pavés, les pages
- 3 Buvette de l'Églantine
- 4 Restaurant de l'Églantine
- 5 Le mini-golf
- 6 Manhattan bar
- 7 Tir à plomb (Chantiers de l'Atlantique – Saint-Nazaire)
- 8 Tir à l'arc (Sanofi – Vitry-sur-Seine)
- 9 Lutte ouvrière Diane
- 10 Les ballons de la Fête
- 11 La halle aux jeux
- 12 The Spark
- 13 Old West Diner
- 14 Orienthé-vous (Allier)
- 15 Broadway Music Hall

Place du Grand Podium

- 16 Serpent à lumière
- 17 Accueil Nord et Belgique
- 18 Chorba – thé – gâteaux (Fourmies, Maubeuge)
- 19 La Carbonnade des camarades
- 20 Aux moules frites
- 21 Disques
- 22 Le manège enfantin
- 23 Starbalète
- 24 La mare aux canards
- 25 Marionnettes
- 26 Expo photos
- 27 À vos pinceaux
- 28 Quiches et tartes Lorraines (Renault Sovab – Metz)
- 29 BRAsserie (Bund Revolutionärer Arbeiter Allemagne – UCI)
- 30 Accueil Est
- 31 Accueil Bourgogne
- 32 Visites guidées de la Fête

Place de la Guinguette

- 33 La fondue (Le Creusot – Chalon-sur-Saône)
- 90 La halle aux jeux du cèdre
- 34 Food Truck
- 35 Barbe à papa
- 36 Jus de fruits, milk-shakes
- 37 Escargots
- 38 Crêpes canadiennes (Compiègne, Beauvais)
- 39 Bonbons
- 40 Harengs de la Baltique
- 41 Badge avenue
- 42 Fraternithé à la menthe (Nantes, La Roche-sur-Yon)
- 43 Expo EdF et cartes postales
- 44 Buvette du grand podium
- 45 Restaurant du grand podium
- 46 Flammekueche

Place Karl Marx

- 47 Gaufres de Liège et bières belges fruitées

- (Strasbourg)
- 48 Dédicaces
- 49 Au partage des profruits
- 50 La Dolina (Solystic Bagneux)
- 51 Accueil des tout-petits
- 52 Gargote des tout-petits
- 53 Seiche and'ouillette (Safran Gennevilliers)
- 54 Brin de fantaisie (Hôpital Sainte-Anne)
- 55 Lutte ouvrière Hôpitaux (AP-HP)
- 56 Lutte ouvrière Renault
- 57 Accueil Le Mans, Chartres
- 58 Sardines grillées

Esplanade du château

- 59 Maffé – spécialités africaines
- 60 UATCI (Afrique – UCI)
- 61 Animations
- 62 Sinif Mücadelesi (Turquie – UCI)
- 63 Café turc
- 64 Le P'tit déj du port
- 65 Buvette du phare
- 66 Pizza, aïoli
- 67 Soupe aux choux
- 68 Accueil Sud-Est
- 69 Lutte ouvrière
- 70 L'Internazionale (Italie – UCI)
- 71 OTR (Haïti – UCI)
- 72 Marmite haïtienne
- 73 Combat ouvrier (Antilles – UCI)
- 74 Menus d'Isles

Place de la Guinguette

- 75 Les montagnes russes, mur d'escalade
- 76 On en fait des caisses
- 77 Indoustand (RATP Ferré)
- 78 Île de la Réunion
- 79 Café de la Guinguette (CAF Paris)
- 80 Le molky
- 81 Couscous
- 82 Resto-buvette des cheminots
- 83 Espace préhistoire
- 84 Espace céramique
- 85 Espace métallurgie
- 86 Échec et Marx
- 87 Barbouille
- 88 Cirque Ühler
- 89 Site de fouilles
- 91 Ici, on bulle
- 92 La coupe est pleine
- 93 Lutte ouvrière
- 94 Accueil Champagne-Ardenne
- 95 Fleurs de terre (minéraux)
- 96 Une souris rouge (RATP)
- 97 Tir à la patate (Banque de France – Paris)

Animations

- Flash mob géante ● lâcher de ballons
- feu d'artifice (samedi soir) ● le cirque Ühler
- trampoline ● mur d'escalade
- bulles géantes ● fil tendu...



Échec et Marx

Jean-Philippe Karr (Maître international), jouera une partie d'échecs simultanée contre 20 joueurs samedi à 16 heures.



Nos amis les bêtes

Les chiens ne sont pas admis dans l'enceinte de la fête, à l'exception, bien entendu, des chiens d'aveugles.

Pour venir

En train

Nous recommandons ce moyen de transport.

La gare de Presles-Courcelles (ligne H) est à 900 m de la fête. Départ de Paris-Gare du Nord toutes les heures à partir de 6h34. Un minibus fait la navette entre la gare et la fête.

Autocars gratuits

Des bus font la navette entre le métro Saint-Denis-Université (terminus de la ligne 13) et l'entrée de la fête. Ils circuleront les trois jours aux mêmes horaires que la fête. Durée du trajet : 45 à 60 minutes.

En voiture

Le stationnement est difficile dans Presles. Merci de respecter les signalisations, de se garer dans les parkings réservés, et de proposer vos places disponibles sur les sites de covoiturage, par exemple sur le site non commercial mobicoop : <https://www.mobicoop.fr/covoiturages-evenements/1158/fete-de-lutte-ouvriere-2022>



Pour les enfants, petits et grands

La Cité des jeunes

Entièrement réservée aux enfants, elle offre de nombreuses activités: jeux, dessins animés, maquillage, conteur, bal costumé...

L'accueil des tout-petits

Les bébés (au-dessus de trois mois) peuvent être accueillis: des camarades compétents s'occuperont d'eux.

Une installation à langer est mise à la disposition des parents.

De nombreux jeux

Presque tous sont gratuits, pour petits et grands, et pour tous les goûts.

Une "carte orange"

Mise à la disposition des enfants, elle donne accès librement à de nombreux jeux.

Allée de la libération des femmes

- 98 Tipi
- 99 Fléchettes
- 100 Lutte ouvrière
- 101 Accueil Centre (Orléans, Montargis, Bourges, Vierzon, Nevers, Limoges)
- 102 Jambon du Morvan
- 103 Le monde à la carte (Aulnay-sous-Bois)
- 104 Accueil Tours, Angers, Poitiers, Cholet
- 105 La dolce vita

Fête de Lutte ouvrière

- 106 Bar à soupes (CHU Rouen) (Grande-Bretagne)
- 107 Le grain de folie (Limoges) 143 Toutes les publications de Lutte ouvrière
- 108 Le frondeur du Poitou
- 109 Salades gourmandes (Orléans)
- 110 Gaufres picardes (Amiens)
- 111 Restaurant
- 112 Tea break
- 113 Workers' Fight (Grande-Bretagne - UCI)
- 114 Accueil Bretagne, Normandie
- 115 Buvette
- 116 Brochettes grecques (Air France)
- 117 Voz Obrera (Espagne-UCI)
- 118 La puce rouge
- Esplanade des Sciences**
- 119 Express café (ex-Roussel Uclaf)
- 120 Charlottes (La Poste - Paris)
- 144 Foot et vélos en folie (Lyon)
- 145 Bowling (La Poste - Paris 14^e)
- 146 Le temps des fraises (Banque postale Paris IdF)
- 147 Lutte ouvrière
- 148 Confit social
- 149 Brick à l'œuf (PSA-Stellantis)
- 150 Accueil Bordeaux, Angoulême, Perpignan, Toulouse
- 151 Billard (La Poste - Paris)
- 152 Cafétéria du chapiteau scientifique
- Cité politique**
- 121 Socialisme ou barbarie
- 122 L'Étincelle
- 123 DIP (Turquie)
- 124 EEK (Grèce)
- 125 Cermtri
- 126 Socialist Fight (Grande-Bretagne)
- 127 Révolution permanente
- 128 Groupe marxiste internationaliste
- 129 Tendance bolchevik internationale
- 130 CNT-SO
- 131 BIR-KAR (Turquie)
- 132 Tendance Bolchevique
- 133 OKDE (Grèce)
- 134 Anticapitalisme et révolution (courant du NPA)
- 135 Parti ouvrier indépendant démocratique (POID)
- 136 Prospettiva Marxista (Italie)
- 137 Amies et amis de la Commune 1871
- 138 Pathfinder
- 139 Gauche révolutionnaire
- 140 Mouvement communiste
- 142 Alliance for Workers's Liberty
- 153 Lutte ouvrière
- 154 L'entracte (accueil cinémas)
- 155 Crêperie bretonne (Rennes)
- 156 L'huître ouvrière
- 157 Palet des jeux
- 158 Churros y chocolate (Air France - ADP)
- 159 Tapas, tortillas et lutte de classe
- 160 Paella valenciana
- Cité des arts**
- 161 Buvette
- 162 Mosaïques
- 163 Studio 2
- 164 Sculpture
- 165 Atelier sculpture
- 166 Petit salon
- 167 Atelier de peinture
- 168 Studio 1
- Place Octobre 17**
- 169 La boule maboule
- 170 Burger et compagnie
- 171 Spécialités lyonnaises
- 172 Karaoké (Creil)
- 173 Fromages d'Auvergne
- 174 Accueil Clermont-Ferrand
- 175 Crottin chaud
- 176 Crêperie (Sanofi Vitry-sur-Seine)
- 177 Glaces et profiteroles
- 178 Spartakiades
- 179 Accueil Rhône-Alpes
- 180 Le petit atelier
- 181 C'est la cata
- Village médiéval et Arboretum**
- 182 Petit salé aux lentilles
- 183 Forge (Safran)
- 184 Forge ancienne (Alstom - Belfort)
- 185 Rôtisserie de Sire Renault
- 186 Taverne de maître Taillevent
- 187 Galette saucisse (PSA - Rennes)
- 188 Boissons médiévales (Montbéliard)
- 189 Vannerie, travail du bois (Montbéliard)
- 190 Calligraphie
- 191 Lutte ouvrière
- 192 Place du village
- 194 Arboretum
- 195 Tour à bois
- Sécurité**
- Comme pour toutes les manifestations et rassemblements, nous devons procéder, pour la sécurité de tous, à des contrôles à l'entrée de la Fête.





Fête de Lutte ouvrière

Et aussi...

La Cité politique

Lutte ouvrière et les groupes de l'UCI y introduiront de nombreux sujets de discussion à partir de l'actualité politique et sociale. Les groupes politiques invités tiendront leur propre stand et pourront tenir des forums.

Le Village médiéval

Jeux médiévaux, artisans, acrobates et jongleurs, poèmes.

Théâtre : *Le Procès du cochon - Lysistrata ou comment les femmes ont arrêté la guerre.*

Conférences : Cyrille Marconi : la justice médiévale - William Blanc : la légende du roi Arthur

Le Préhisto-parc

Ateliers, bas-fourneau, espace de fouilles.

Conférences :

Olivier Blin : les techniques de cuisson des céramiques - Philippe Lorquet : le fer, des étoiles au haut-fourneau - Stéphane Rostain : la production de céramique en Amazonie précolombienne - Anne Hauzeur : l'archéologie et l'égalité entre femmes et hommes au néolithique - Jean-Paul Demoule : la révolution du néolithique.

Les visites commentées

Pour découvrir les mille et un aspects de la Fête

Le Carrousel de la Connaissance

Balades aux côtés des premiers paysans du monde. La révolution... agricole. Spectacle audiovisuel de 45 minutes

L'Arboretum

Au milieu de 110 espèces d'arbres, sept visites commentées.

Des ateliers - des expositions - des conférences avec Francis Martin, microbiologiste : le monde microbien qui entoure les arbres, et Edwin Roubanovitch, ethnomusicologue : le bois en musique

Pour manger

Plus de 70 stands de spécialités de toutes les régions et de tous les pays, à des prix raisonnables.

Le parcours dans les arbres

Parcours homologué sous la surveillance de moniteurs diplômés, accessible sous conditions d'âge (plus de 13 ans) et de taille (plus de 1,50m) - 5 euros

La Cité des Arts

Le théâtre de masque - Initiation à l'aquarelle - Atelier modelage - L'art de la mosaïque - La musique contemporaine sans complexe, avec la cantatrice Cathy Berberian - D'où viennent les couleurs des peintres, de Lascaux à nos jours? ...

Débats au Chapiteau Karl Marx

Vendredi

Michèle Audin : *La Semaine sanglante, mai 1871* - Olivier Houdart : Vers la liberté en orthographe? - Clara Perrin : *La santé et la révolution, Russie soviétique 1917-1924* - Serge Benham : *Les Convulsions du capitalisme depuis la Seconde Guerre mondiale* - Sylvie Thénault : *Les ratonnades d'Alger 1956* - Paul Palacio : *Souvenirs d'un militant révolutionnaire à Renault-Billancourt* - Collectif des travailleurs sans papiers de Vitry : la lutte, depuis des mois, de trois groupes de grévistes sans-papiers - Marie-Laure Dufresne-Castets et Pascal Moussy : la mascarade du dialogue social - Présentation du livre *Les cahiers de Verkhneouralsk, écrits de trotskystes soviétiques 1930-1933*

Samedi

- Nathalie Arthaud : présentation de son livre *Communiste, révolutionnaire, internationaliste*
- Lutte ouvrière dans le courant trotskyste : réimplanter les idées révolutionnaires dans la classe ouvrière

Dimanche

- Jean-Pierre Mercier : les syndicats à l'époque du capitalisme décadent
- Avec des militants de Lutte ouvrière des hôpitaux : après comme avant le Covid, l'hôpital malade du profit

Marco Wolf : la science, produit des scientifiques ou de la société? - William Blanc et Christophe Naudin : *Charles Martel et la bataille de Poitiers, de l'histoire au mythe identitaire* - Désiré Nogrette : *Vivre heureux en luttant* - Jean-Jacques Marie : *Des gamins contre Staline* - Roland Szpirko : *Passage de témoin* - Alain Lecaie : *Comptes et légendes, les dessous des statistiques économiques*

Marco Wolf : Ces mots qui nous manipulent - Jean-Paul Demoule, pour son livre *Homo migrans, de la sortie d'Afrique au grand confinement* - Judith Magre : lecture - Mehdi Charef, pour sa trilogie biographique - Présentation par les traducteurs du livre *Souvenirs de ma vie, d'August Bebel.*



Chapiteau des Sciences

Les débats

Vendredi

Patrick Berche (médecin) : pourquoi la Covid-19? - Marc Peschanski (biologiste-chercheur) : les nouvelles thérapies issues du vivant - Pierre Olivier Lagage (astrophysicien) : le nouveau télescope spatial James Webb - Vincent Mourre (archéologue) : les outils de nos ancêtres

Samedi

Céline Bon (paléogénéticienne) : tous métais, tous migrants - Valérie Delattre (archéologue) - le handicap en préhistoire - Alain Dutech (chercheur informatique) : des machines pensantes? - Samuel Alizon (écologue) : prévoir les épidémies de SARS-CoV-2 - Cléo Bertelsmeier (chercheuse en écologie) : les sociétés de fourmis - Marco Vito (physicien) : les supernovae - Stéphane Rostain, pour son livre : *Amazonie, l'archéologie au féminin*

Dimanche

Laure Bonnaud-Ponticelli (Muséum national d'histoire naturelle) : les pieuvres - Roland Lehoucq (astrophysicien) : pourquoi le Soleil brille - René Frydman (pionnier de la fécondation in vitro) : *Une histoire de la naissance* - Caroline Freissinet (astrochimiste) : chercher la vie dans le système solaire.



La roulotte de la Science

La preuve par l'ADN du lointain passé globe-trotter de l'humanité

Grand bal dans la nuit de samedi à dimanche



Côté pratique

La fête se tient dans le parc du château de Bellevue à Presles (Val-d'Oise), à 30 km au nord de Paris, dans un parc boisé de 12 hectares.

Elle se déroulera pendant le week-end de l'Ascension, le vendredi 27 mai de 11 heures à 23 heures, puis sans interruption du samedi 28 mai 9 heures au dimanche 29 mai 20 heures.

La carte d'entrée

La carte est valable pendant les trois jours de la fête. Elle coûte 25 euros. L'entrée est gratuite pour les enfants accompagnés de moins de 14 ans.

Renseignements et programme complet : <https://fete.lutte-ouvriere.org>

Sahel: dehors les troupes françaises

Au Tchad, le 14 mai, des manifestations appelées par des partis d'opposition à la junte militaire au pouvoir s'en sont prises à celle-ci et à la France. Dans tout le Sahel, la présence militaire française n'a fait qu'aggraver la situation de la population, qui fait de plus en plus connaître sa colère.

À N'Djamena, capitale du Tchad, les manifestants ont brûlé des drapeaux tricolores et attaqué des stations-service du groupe Total, aux cris de «La France dehors!» ou «Non au colonialisme français!» Le seul fait d'oser manifester dans cette dictature sanglante, où torture et répression sont monnaie courante, en dit long sur leur rage.

Les Tchadiens savent de quoi ils parlent au sujet de la mainmise impérialiste de la France. Des décennies durant, elle a soutenu et protégé le dictateur, Idriss Déby.

En février 2019, ce sont des Rafale de l'armée française qui ont bombardé une colonne de militaires rebelles tchadiens qui voulaient le renverser. C'est aussi à N'Djamena qu'est installé le poste de commandement du G5 Sahel, la coalition formée en soutien à l'opération française Barkhane. C'est également là que sont stationnés les bombardiers français capables d'intervenir dans tous les pays d'Afrique.

Après la mort d'Idriss Déby, en avril 2021, lorsque son fils s'est proclamé

président, à la tête d'un groupe de quinze généraux, le gouvernement français a aussitôt fait reconnaître cette nouvelle junte par la communauté internationale. Lors des funérailles de Déby père, Macron a même affirmé dans son éloge funéraire: «La France ne laissera jamais personne, ni aujourd'hui ni demain, remettre en cause la stabilité et l'intégrité du Tchad.»

Mais la contestation de l'impérialisme français dépasse largement le Tchad. Cela fait neuf ans qu'il s'est lancé dans une guerre pour la défense de ses intérêts dans tout le Sahel, sur fond de montée de la violence et d'une déstabilisation qu'elle n'a fait qu'aggraver.

En novembre 2021, à Téra, petite ville de l'ouest



Manifestation à Ouagadougou le 16 novembre 2021.

du Niger, la population a bloqué un convoi de l'armée française en route vers le nord du Mali, aux cris de «À bas la France!» Six mois auparavant, des soldats tchadiens du G5 Sahel y avaient violé plusieurs femmes. La réponse des militaires français a été des tirs à balles réelles, avec pour bilan trois morts et dix-huit blessés. Ce n'était d'ailleurs pas une première. En janvier 2021, au Mali, un bombardement français avait tué 19 villageois dans le village de Bounti, lors d'un mariage dont l'armée a ensuite affirmé qu'il était

une couverture pour des terroristes.

C'est au Mali que les manifestations contre la France sont les plus fréquentes, d'autant qu'elles ne déplaisent pas pour le moment à la junte militaire qui a succédé à l'ancien président détesté, et grand soutien des intérêts français, Ibrahim Boubacar Keita. Mais, quels que soient les louvoisements des dirigeants, l'intérêt des populations du Sahel est bel et bien d'en finir avec la mainmise impérialiste française, sous toutes ses formes.

Thomas Baumer

Un monde en guerre: 100 millions de déplacés

La planète compte aujourd'hui plus de 100 millions de personnes déplacées, obligées de fuir loin de chez elles à cause des conflits qui se multiplient et se prolongent.

HCR



Réfugiés au Mozambique.

C'est la première fois qu'un tel chiffre est atteint, dénonce le

Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR), l'agence de l'ONU qui les prend en

charge depuis 1951.

En Ukraine, huit millions de personnes ont dû trouver refuge dans d'autres parties du pays. Elles s'ajoutent aux six millions qui se sont réfugiées à l'étranger. Mais cette guerre n'est que la dernière en date. Ailleurs, d'autres conflits ont ravagé la planète depuis des dizaines d'années, et ont jeté sur les routes leur lot d'hommes et de femmes. Les réfugiés éthiopiens s'entassent dans les camps au Soudan, chassés par l'armée d'Abiy Ahmed, ce Premier ministre qui a reçu le prix Nobel de la paix sous les applaudissements des grandes puissances. Au Burkina, plus d'un million de personnes ont quitté leurs villages sous les coups conjugués

des groupes djihadistes, des milices ethniques ou des exactions de l'armée du régime soutenu par l'impérialisme français. Une vaste zone d'insécurité couvre le centre du continent africain, de la Centrafrique à la République démocratique du Congo ou au Nigeria. Les trusts internationaux pillent ce qu'ils peuvent des richesses nationales, laissant aux bandes armées et aux gouvernements prédateurs le soin de terroriser la population. Il faut y ajouter les réfugiés issus des guerres menées par les grandes puissances en Afghanistan ou au Moyen-Orient. Car, derrière tous ces drames, on retrouve la main de l'impérialisme, son aptitude criminelle à exacerber les oppositions,

à diviser pour régner, soutenant des régimes criminels quitte à éliminer toute possibilité pour les peuples de profiter des richesses de leur pays.

Le nombre de déplacés ne cesse donc d'augmenter. Ils s'entassent de plus en plus nombreux dans les camps du HCR, ou s'abritent comme ils peuvent là où ils trouvent refuge. Bien peu finissent par rentrer chez eux, car les conflits qui se poursuivent et l'insécurité permanente le leur interdisent. Quant aux frontières des pays riches où ils pourraient espérer refaire leur vie, elles restent bouclées.

Un bilan qui en dit long sur l'état de ce monde dominé par l'impérialisme.

Daniel Mescla

Delta Airlines: un vol avant les vols

La compagnie aérienne américaine Delta Airlines a récemment annoncé qu'elle allait payer les hôtesse et stewards pour leur temps de travail avant la fermeture des portes. Autrement dit, jusque-là ce n'était pas le cas.

En effet cette grande compagnie, dont le personnel navigant commercial n'est pas syndiqué, volait ses employés des 35 à 40 minutes passées à organiser

l'embarquement des passagers. À partir du 2 juin, elle paiera 35 minutes de travail pour cette tâche, mais seulement à la moitié du salaire horaire normal.

Ce qui peut déjà difficilement passer pour de la générosité s'explique peut-être par la crainte de la direction, alors que les 20 000 hôtesse et stewards vont voter pour ou contre l'implantation d'un syndicat, qui, peut-être, limiterait ce genre d'abus.

L. D.

D'une invasion à l'autre

L'ancien président George W. Bush a dénoncé, à l'occasion d'un discours à Dallas, «la décision d'un seul homme de lancer une invasion totalement injustifiée et brutale de l'Irak», cette invasion qu'il avait décidée lui-même en 2003 à la tête de l'impérialisme américain, en dévastant

ce pays. Puis il s'est repris en corrigeant: «Je veux dire, de l'Ukraine.»

Mais était-ce vraiment un lapsus? Car qui est mieux placé pour apprécier ce parallèle entre grandes puissances écrasant les populations sous les bombes?

L.D.

Caf : en surchauffe

La presse nationale parle enfin des retards de traitement des Caisses d'allocations familiales, dont les chiffres sont impressionnants : la Caf de Nancy a plus de deux mois de délais, et il faut trois semaines et demie pour obtenir un rendez-vous.

Mais ce n'est pas la pire : les Caf de Strasbourg et de Seine-Saint-Denis ont plus de cinq mois de délais... et celle de Paris traite actuellement les demandes arrivées le 15 novembre 2021 !

En réalité, depuis un an et demi, les retards sont catastrophiques et ne se résorbent pas malgré le surtravail demandé aux salariés, qui ont effectué plus de 396 000 heures supplémentaires en 2021, l'équivalent de presque 250 postes à temps plein.

La direction se cache derrière les pannes informatiques et les difficultés techniques engendrées par la réforme de l'aide au logement de janvier 2021. Mais depuis, rien n'est réglé et le stock de dossiers en retard est toujours aussi élevé. Alors l'excuse ne tient plus, et tout le monde voit que le problème de fond est le sous-effectif chronique.

En attendant, les allocataires subissent les conséquences : ils attendent des mois la mise à jour de leur

dossier et souvent la Caf leur réclame le remboursement d'un « trop-perçu ».

Dans ce contexte, l'épuisement gagne les travailleurs des Caf. Mais parfois aussi ils relèvent la tête, comme quand une trentaine de salariés ont envahi le bureau du directeur de la Caf de Nancy en mars dernier, ou quand des agents de la Caf du Calvados ont débrayé jusqu'à ce que la direction vienne s'expliquer face à eux. Plus cette situation perdure, plus il devient évident que les employés geraient bien mieux le travail que leurs dirigeants...

Correspondant LO

La Cane – La Réunion : la direction a dû reculer

À la Réunion, tout le monde connaît la Cane et ses points de vente Gamm Vert. Depuis soixante ans, elle fait quasiment partie du quotidien des agriculteurs et éleveurs, mais aussi des jardiniers particuliers qui viennent s'y ravitailler.

Le 10 mai, plus de la moitié des salariés de la Cane se sont mis en grève illimitée. Ils réclament 500 euros d'augmentation pour tous, un salaire minimum de 2 000 euros net, l'arrêt des pressions et des licenciements, le respect de la direction. Face à ce mouvement massif, celle-ci a décidé de se débarrasser de son président mais pas du directeur général qui mène la vie dure aux travailleurs depuis sa venue à la Cane. Elle a voulu jouer la montre et le pourrissement.

La direction a d'abord proposé d'octroyer une augmentation mensuelle de 300 euros brut étalée

sur trois ans... « en fonction de l'amélioration de la trésorerie et des résultats du groupe »... sur lesquels les travailleurs n'ont aucun contrôle ! Ils ont refusé et ont reconduit la grève, déclenchant alors l'intervention de la direction du travail.

Jeudi 19 mai, après des heures de négociation, la direction finissait par concéder ces 300 euros brut étalés sur trois ans, mais cette fois-ci sans condition et avec l'ouverture de négociations annuelles obligatoires au deuxième semestre de cette année. Elle accordait en plus une prime de cinq mois de salaire aux travailleurs

partant à la retraite, le paiement de six jours de grève sur neuf et une embauche.

Sur ce résultat, les grévistes ont décidé de reprendre le travail. Pour beaucoup d'entre eux c'était leur première grève. Elle a été organisée démocratiquement, avec la mise sur pied dès le premier jour d'un comité de grève élu et fonctionnant en liaison permanente avec l'ensemble des grévistes. Cela a permis à chacun d'entre eux d'intervenir lors des nombreuses assemblées générales, de poser librement ses questions et de trouver réponses auprès des camarades et des militants. Cela a rendu plus solides et plus déterminées leur union et leur volonté de vaincre, et ils ont pu reprendre le travail la tête haute.

Correspondant LO

Hôpital de Vichy : mécontentement général

Jeudi 19 mai, 400 personnes ont manifesté devant l'hôpital de Vichy. La plupart d'entre elles étaient des travailleurs de l'hôpital, en grève.

Évidemment, comme dans tous les hôpitaux, les sujets de mécontentement ne manquent pas. Mais ce qui a déclenché cette manifestation est le nouveau Guide du temps de travail à l'intention du personnel, élaboré par la DRH. Le titre seul est déjà tout un programme !

Il s'agit, entre autres, « d'officialiser » les rappels sur congés et repos qui sont devenus pratique courante, en les rendant obligatoires avec sanctions à la clé en cas de défaillance, un refus d'obtempérer s'apparentant à une faute professionnelle.

Il y a aussi la réduction du nombre de jours de congés autorisés auparavant pour la garde d'un enfant malade ou le décès d'un proche, le projet de ne plus compter en temps de travail rémunéré les pauses-repas, pourtant prises en règle générale dans le service, afin de pouvoir répondre aux sollicitations des patients.

Aux protestations, la DRH répond « qu'on est libre d'aller travailler ailleurs », et cela dans une période de pénurie de soignants et de nombreuses démissions. L'embauche de contractuels est nécessaire et, bien que la direction tente de la minimiser, les suppressions de lits continuent. Les heures supplémentaires, elles, ne sont payées que partiellement.

Face au mécontentement

exprimé bruyamment, le directeur a dû venir s'expliquer, répétant l'explication habituelle qui serait « un défaut d'organisation des moyens en présence ».

Alors, comment expliquer notamment les 5 000 courriers de comptes-rendus d'hospitalisation en souffrance, destinés aux médecins traitants, si ce n'est par le manque de moyens en secrétariat ? Le directeur est très fier d'annoncer les profits réalisés par l'hôpital depuis 2017. Mais ils résultent d'une cure d'austérité qui a notamment écarté les investissements indispensables à l'amélioration des déplorables conditions de travail. Le personnel en lutte réclame leur amélioration, les embauches nécessaires et la démission de l'équipe de direction, méprisante et maltraitante.

Un premier résultat a été obtenu avec l'arrêt du conseil de discipline pour deux agents des Urgences et le paiement des heures supplémentaires majorées pour le mois d'avril. Il reste encore à payer celles de mars. Pour les embauches de secrétaires, le directeur n'a fait que des promesses.

Comme tout ce qui est réclamé n'a pas encore été obtenu, une nouvelle journée d'action est prévue le 9 juin. Le combat continue !

Correspondant LO

Hôpitaux de Marseille : les soignants ne se laissent pas voler !

À Marseille, des infirmiers se voient réclamer le remboursement de primes perçues.

En décembre 2021, Olivier Véran, alors ministre de la Santé, avait annoncé que les heures supplémentaires d'une partie des soignants seraient payées double.

Mais, considérant aujourd'hui que ce tarif ne concernait pas les heures effectuées durant les périodes d'astreinte, la direction de l'hôpital de Marseille exige maintenant leur remboursement. Certains soignants

doivent ainsi rembourser jusqu'à 2 400 euros. D'autres directions, comme à l'hôpital de Grenoble, ne remettent pas en cause les primes versées.

Quand les travailleurs hospitaliers s'épuisaient face à l'afflux de malades du Covid, les directions des hôpitaux prétendaient les aider « à aller chercher le surplus d'énergie nécessaire ». Aujourd'hui, c'est un surplus de colère que cette mesure révoltante mériterait d'engendrer !

Correspondant LO



Toyota – Onnaing : les débrayages pour les salaires continuent

Depuis vendredi 6 mai, à l'usine Toyota d'Onnaing, dans le Nord, qui compte 5 000 salariés, des débrayages ralentissent la production de la Yaris.

Excédés par des cadences toujours plus dures, alors que les salaires n'augmentent pas, des ouvrières et ouvriers d'un secteur de l'Assemblage avaient organisé un premier débrayage le vendredi 6 mai en équipe du matin, suivi d'autres débrayages dans les équipes d'après-midi et de nuit. À chaque fois, cela avait provoqué l'arrêt de la ligne pendant 1 h 30 environ, avec environ 200 grévistes en tout

sur les trois équipes. C'était certes une minorité, mais vue d'un très bon œil dans le reste de l'usine.

Le 10 mai, la direction avait tenté de calmer le mécontentement en annonçant une prime de 500 euros payable fin mai, pour tous les contrats, y compris intérimaires, et des discussions avec les syndicats sur les salaires. Elle commençait aussi à lancer des menaces à la délocalisation en cas de

poursuite du mouvement.

L'opinion générale était que l'annonce d'une prime était loin de suffire et qu'il fallait une augmentation de salaire d'au moins 150 euros par mois, d'autant plus que Toyota venait d'annoncer un bénéfice record de 20,7 milliards d'euros ! Des débrayages avaient suivi, pour marquer le coup. Et, ici et là, le sujet suscitait des discussions et les ouvriers se comptaient pour participer à de prochains débrayages, en attendant le jeudi 19 mai, jour où se tenait la réunion entre les



syndicats et la direction.

Mais, à partir du lundi soir 16 mai, c'est une autre grève qui a eu un impact sur l'usine Toyota, les travailleurs de Novares, sous-traitant de pièces plastiques en flux tendu, menant une grève pour les salaires. Le manque de pièces obligeait la direction de Toyota à mettre l'usine à l'arrêt une nuit et une journée complète. Le travail ne put reprendre que lorsque les travailleurs de Novares cessèrent leur grève, après avoir obtenu entre 105 et 125 euros d'augmentation mensuelle.

Cependant, à la réunion avec les syndicats, la direction de Toyota n'annonça qu'une minable augmentation de 35,30 euros !

Le mécontentement monta donc d'un cran et jeudi 19 mai, en équipe d'après-midi, 100 ouvriers débrayaient et attendaient l'équipe de nuit, dont 60 débrayèrent à leur tour. Enfin, dans l'équipe du matin du vendredi 20 mai, 250 travailleurs débrayaient, plus nombreux que les fois précédentes, défilant dans les ateliers pour tenter d'en entraîner d'autres.

Il faudra être plus nombreux pour arracher les augmentations importantes de salaire qui sont nécessaires. Mais les travailleurs qui ont débrayé ont commencé à mesurer leur force collective et cela ouvre la voie.

Correspondant LO

Renault : résistance au serrage de vis

Depuis que Renault a décidé d'augmenter ses profits en supprimant 15 000 emplois, dont près du tiers en France, de séparer l'activité des moteurs thermiques de celle des moteurs électriques, les pressions s'accroissent sur tous les sites.

Qu'il s'agisse d'usines, de bureaux d'études ou de centre d'essais, les directions font le maximum pour appliquer le plan des actionnaires et du PDG, De Meo, qui suscite l'inquiétude et déclenche aussi des réactions.

Mardi 17 mai, au centre d'études et d'essais de Lardy dans l'Essonne, touché à la fois par les suppressions de postes dans l'ingénierie et la future division en deux entités, les travailleurs ont débrayé et appelé les salariés des autres usines à un rassemblement, qui a regroupé un peu plus de 200 personnes, dont une bonne partie venus de Flins, de Cléon et du Mans. Au Technocentre de Guyancourt, dans les Yvelines, un débrayage a également été

organisé.

À Flins, où la production de véhicules doit disparaître officiellement dans moins de deux ans et l'activité se trouver réduite, au mieux, à quelques secteurs de remise à neuf de véhicules d'occasion, ou de pièces détachées, le DRH s'ingénie à multiplier les pressions pour se débarrasser du maximum de travailleurs. Les convocations à des entretiens préalables à sanction, voire à licenciement, s'accumulent, pour des peccadilles qui seraient passées inaperçues avant ce plan de sabrage dans les effectifs.

Mais, depuis début mai, les réactions n'ont pas manqué. Le 5 mai, une soixantaine de travailleurs des Presses ont débrayé contre la mutation forcée d'un des

leurs vers le Montage. Une semaine plus tard, dans deux ateliers différents, la Tôlerie et les Presses, une quarantaine de travailleurs ont débrayé, contre des convocations préalables à sanction pour deux d'entre eux qui auraient tardé à envoyer un arrêt pour Covid, alors que la faute en revenait à un retard du courrier de la Sécurité sociale.

La direction a eu droit à un cortège de huées lors de son parcours vers la réunion de CSE et à un refus de faire des heures supplémentaires pour rattraper la production perdue. La participation de l'encadrement, remplaçant les absents lors de cette séance de travail supplémentaire, a débouché sur une production de 80 caisses, autrement dit de squelettes de voitures, au lieu de 400, dont on peut dire que la qualité est plus qu'incertaine.

Correspondant LO

Hiolle Technologies – Prouvy : une première grève réussie

Les travailleurs de Hiolle, entreprise du ferroviaire à Prouvy, dans le Nord, étaient en grève jeudi 19 mai pour les salaires et un 13^e mois. Les frais de déplacement ne couvrent même pas les frais réels et ils estiment qu'ils n'ont pas à

payer pour venir travailler.

C'est la première fois que Hiolle est en grève. Un tiers des ouvriers ont suivi le mouvement. Tout était à l'arrêt pour la journée. Le patron déclare plus de 3 millions de bénéfices grâce au travail des ouvriers, eh bien qu'il paye !

Les grévistes sont fiers d'avoir relevé la tête, de s'être rassemblés et d'avoir discuté ensemble de leurs problèmes. Beaucoup sont déjà prêts pour la prochaine. La force des travailleurs, c'est la grève.

Correspondant LO

Lactalis – Vallet : pour la réintégration d'un licencié



Plusieurs dizaines de salariés de l'usine de desserts laitiers Lactalis-Nestlé de Vallet, en Loire-Atlantique, débrayent tous les mardis et jeudis entre 11 et 15 heures depuis huit semaines pour demander la réintégration d'un ouvrier.

Ce travailleur a été licencié sous un prétexte, le nettoyage d'une nouvelle machine pour lequel on ne lui a pas laissé le temps nécessaire, alors qu'auparavant ils étaient deux opérateurs. En réalité la raison est qu'il fait partie de ceux qui ne se laissent pas faire.

La création par les

salariés d'un nouveau syndicat combatif n'est en effet pas du goût de la direction, mais les grévistes sont déterminés. Ils tiennent également à dénoncer les mauvaises conditions de travail, avec les problèmes sur les machines et la charge de travail, la gestion de planning des intérimaires et des apprentis, l'attitude de la hiérarchie et le niveau des salaires. Ils ont reçu le soutien de salariés d'autres entreprises du Sud-Loire et ne sont pas prêts à lâcher le morceau.

Correspondant LO

Arco-Vuitton – Châtelleraut : les ouvrières exigent leur dû

Dans l'usine Arco de Châtelleraut, dans la Vienne, qui fabrique des sacs de luxe Vuitton, les ouvrières ont commencé une grève mercredi 18 mai pour revendiquer 150 euros d'augmentation net, à l'occasion des négociations salariales.

C'est la direction qui, ne proposant que 70 euros, a mis le feu aux poudres. Des attroupements spontanés se sont formés devant les panneaux d'affichage syndical mentionnant la proposition patronale. Des ouvrières ont fait le tour des ateliers pour appeler à la grève. Dès le début de l'après-midi, 350 couturières se sont retrouvées ainsi sur le parking de l'usine en scandant : « Pas contentes ! Pas contentes ! » ; une pancarte mentionnait « Sous-traitants, oui ! Sous-payées, non ! » La surprise des patrons a été totale, car

la grève a été reconduite dans les équipes décalées et l'équipe de nuit, surprise également du fait que la dernière grève datait de 2001.

Rassemblant 1 000 travailleurs, essentiellement des femmes, 720 en CDI et près de 300 en intérim, cette usine est connue pour pratiquer des bas salaires, guère au-dessus du smic, et une pression de l'encadrement de tous les instants. Les cadences imposées aux travailleuses engendrent des troubles musculo-squelettiques qui aboutissent

dans certains cas à un licenciement pur et simple pour inaptitude.

En fin de semaine, les patrons annonçaient une augmentation de 86 euros... à condition de renoncer aux tickets-restaurant, à la prime d'ancienneté, etc. En bref, les ouvrières se seraient payé elles-mêmes une partie de cette augmentation. Cette proposition indécente a été refusée par les 550 grévistes du vendredi 20 mai, dont un certain nombre d'intérimaires. Un appel à la poursuite du mouvement sous forme de débrayage a été privilégié par la CGT, pour le lundi suivant. Au final, lundi 23 mai, le débrayage était suspendu par le syndicat dans l'attente du résultat d'une



nouvelle négociation à la demande de la direction. Elle s'est conclue par une augmentation de 100 euros net, accompagnée d'une majoration de 10 à 25 % des heures de nuit pour les travailleuses en décalé, un forfait mobilité de 100 euros, une journée de congé pour enfant malade par an.

La visite prévue,

mercredi 25 mai, de responsables de l'entreprise de luxe Louis Vuitton, seul donneur d'ordres, a dû motiver les patrons pour chercher rapidement une issue à ce conflit. Le travail a donc repris, mais l'ambiance dans les ateliers n'est plus la même. Les patrons n'en ont pas fini avec les ouvrières d'Arco.

Correspondant LO

RATP Bus : trois jours de grève

Après les trois précédentes journées de grève de décembre, février et mars, les conducteurs de bus de la RATP étaient à nouveau appelés à la grève à partir du 23 mai, pour trois jours consécutifs cette fois.

Lundi 23 mai, environ 60 % des conducteurs étaient en grève pour s'opposer aux projets de la direction. Elle cherche à anticiper l'ouverture à la concurrence du réseau bus, prévue le 1^{er} janvier 2025, en s'attaquant dès 2022 à leurs conditions de travail et de rémunération.

La première étape de ce plan a consisté, pour la direction, à chercher l'approbation des syndicats en claironnant qu'elle était prête à accorder l'équivalent d'un mois de salaire supplémentaire, mais en supprimant dans le même temps six

jours de repos et les principales primes actuelles. Sur-tout, l'horaire serait allongé de 190 heures par an, l'équivalent d'un mois et demi de travail en plus. Les services en deux parties se multiplieraient et seraient autorisés le samedi, pouvant aller jusqu'à une amplitude de 13 heures, avec les heures de coupure non payées.

La direction se répand dans les médias en prétendant que les conducteurs RATP travaillent moins que les autres, en passant sous silence les horaires décalés, les lieux de prise de service différents des fins

de service, qui obligent à venir très en avance se garer au dépôt, l'absence de décompte du temps de vestiaire ou de repas, qui existe pourtant dans d'autres entreprises.

Face à des travailleurs de plus en plus défiants vis-à-vis de sa propagande, et au refus des syndicats de signer son projet, la direction menace d'appliquer alors une « décision unilatérale » pour imposer une partie de ces mesures, avec une contrepartie réduite à moins de 40 euros brut par mois.

C'est contre tout cela et contre la perspective d'être tous transférés dans des filiales en 2025 que les conducteurs de bus se mobilisent. Ils se sont retrouvés sur les piquets de grève, puis rassemblés devant le ministère du Travail et le siège de la RATP, refusant d'être les éternels sacrifiés de cette course sans fin à la rentabilité qui détruit la santé et la vie de famille. La direction, qui comptait embobiner tout le monde en promettant la lune, en est pour ses frais.

Continuer à démasquer ses mensonges et à combattre la résignation est la seule façon de préparer l'avenir pour les conducteurs de bus de la RATP.

Correspondant LO

SNCF : la direction en tient une couche

En voulant apparaître comme se préoccupant des conditions de travail des conductrices de train, la direction SNCF s'est pris les pieds dans le tapis et n'a fait que révéler le mépris qu'elle a pour ses salariées.

La direction de la SNCF, par l'intermédiaire de son service Rail-mixité, a fait une proposition aux conductrices qui a beaucoup choqué : pour « pallier les difficultés d'accès aux toilettes », elle leur a proposé de tester des culottes menstruelles pendant leur journée de travail. Le mail envoyé aux conductrices a fait largement le tour des réseaux sociaux, avant d'être repris par la presse.

Les dirigeants de la SNCF disent être tombés des nues en découvrant les articles et les réactions des cheminots. Ceux-ci, selon eux, n'ont pas compris la proposition, qui partait d'une bonne intention !

La direction sait pertinemment qu'il y a un énorme souci d'accès aux toilettes. S'il n'y a effectivement pas de toilettes à bord des trains de Fret, il devrait être possible de s'arrêter le long du trajet. Or, c'est la SNCF elle-même qui a fermé des centaines de gares dans le pays, et qui a laissé à l'abandon les locaux de nombreux triages où

les toilettes sont désormais insalubres.

La presse a donc découvert le sort des conductrices et conducteurs de Fret. Mais les difficultés d'accès aux toilettes concernent de nombreux autres secteurs, comme les conducteurs des trains du Transilien. Avec les gains de productivité que la direction impose chaque année dans les journées de service, il n'est pas rare de n'avoir que six ou sept minutes pour changer de cabine et repartir dans l'autre sens. C'est donc moins le manque de toilettes que le manque de temps pour y aller qui pose problème ! Et si l'on part en retard pour avoir répondu à l'appel de besoins naturels, il faut ensuite se justifier, ce qui peut être ressenti comme humiliant.

Pour la direction de la SNCF comme pour l'ensemble du patronat, un bon travailleur est un travailleur qui produit... Et, après les culottes menstruelles, proposera-t-elle à tous de porter des couches ?

Correspondant LO



Lors d'une grève précédente, il y a deux mois.

Agents territoriaux de Tours-Métropole : les grévistes arrachent une augmentation

La Métropole de Tours emploie environ 2 000 salariés dans 22 communes, dont la principale est Tours. Les secteurs ouvriers tels que la collecte des ordures, la propreté urbaine, les égoutiers, etc., ont été ainsi mutualisés.

Massive chez les éboueurs et les agents de la propreté urbaine, la grève est partie le 5 mai à propos de la loi de 2019 qui impose aux collectivités territoriales le passage à 1 607 heures travaillées par an. Sa mise en œuvre devait prendre la forme d'une suppression des jours d'ancienneté, jusqu'à cinq jours pour les plus anciens. Il y a quatre ans, sous prétexte d'harmonisation entre les travailleurs venant de différentes municipalités, la métropole avait déjà essayé de les supprimer. Après une grève de plusieurs jours, les travailleurs avaient conservé leurs congés, mais n'avaient pas réussi à arracher ce droit pour les nouveaux embauchés. Cette année, les travailleurs de la Métropole ont répondu à cette nouvelle attaque en revendiquant le maintien des jours d'ancienneté, mais aussi une augmentation mensuelle de 300 euros, plus une prime annuelle de 1 500 euros, sorte de treizième mois.

La direction de la Métropole a d'abord joué la fermeté puis, en fin de semaine, son président proposait à une délégation de grévistes une augmentation de 150 euros, avant de baisser sa proposition à 120, et lundi 16, à plus rien du tout ! Cette attitude méprisante recevait une réponse méritée de la part de l'assemblée des grévistes : on allait se remobiliser sérieusement pour le lendemain. La venue annoncée de FR3 offrait ce jour-là une occasion d'interpeller la direction.

Mardi 17 mai, le dépôt de Tours-Nord de la Collecte était donc en grève à 100 %. Les grévistes décidaient d'aller faire le tour des autres dépôts. À celui de Tours-Sud, ils convainquaient de se remettre en grève des travailleurs déjà en tenue de travail, qui allaient se changer sous les applaudissements de leurs camarades. Tous se sont ensuite retrouvés au dépôt de Tours-Centre, rejoints par des agents des parcs et

jardins et des déchetteries. Un comité de grève composé de 21 agents de différents services était élu par l'assemblée générale et désigné et acclamé par l'assemblée comme le seul représentant des grévistes – avec le soutien de la CGT et de FO, syndicats parties prenantes de la grève – pour les négociations avec la direction.

À 15 heures, la direction rencontrait le comité de grève. Au bout de 30 minutes, trois membres du comité sortaient pour rendre compte des propositions : 120 euros net mensuels, la prime annuelle serait discutée en 2023. Cela ne convenait pas aux grévistes, qui ajoutaient à leurs revendications le paiement d'une

partie des jours de grève. Un quart d'heure plus tard, on apprenait que le retrait des jours de grève serait étalé à raison d'un jour par mois et la discussion s'engageait, parfois très vive. Pour certains, ce n'était pas assez, pour d'autres, avoir arraché 120 euros par la grève n'était pas rien, d'autant que les 120 euros étaient étendus aux salariés à statut privé et aux apprentis. Sans surprise, c'est la décision de prendre les 120 euros net qui l'a emporté, les grévistes étant heureux d'avoir fait céder en partie la direction. Leur ténacité et l'organisation démocratique de la grève leur ont permis de l'emporter face à son mépris et sa duplicité.

Le mouvement des travailleurs de la Métropole, la détermination et l'organisation des grévistes ont donné du tonus aux mouvements simultanés de la mairie de Tours et du conseil départemental, qui continuent l'un et l'autre pour des augmentations de salaire, mais aussi pour des embauches et la suppression de l'annualisation du temps de travail en ce qui concerne ces derniers. Ils ont d'ores et déjà obtenu une augmentation mensuelle de 100 euros net à compter du 1^{er} juillet pour les catégories B et C. La lutte continue, et il semble bien qu'elle soit contagieuse !

Correspondant LO



QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org



Le 12 juin, votez pour les candidats du camp des travailleurs!

Jeudi 19 mai, les représentants de La France insoumise (LFI), du Parti socialiste (PS), d'Europe écologie-Les Verts (EELV) et du Parti communiste français (PCF) se sont retrouvés pour signer le « programme partagé » de gouvernement de la Nouvelle union populaire écologique et sociale (Nupes).

Cet accord comprend 650 mesures, que Mélenchon s'est engagé à mettre en œuvre si la coalition qu'il dirige obtenait une majorité de députés à l'Assemblée à l'issue des élections législatives des 12 et 19 juin. « Il ne s'agit pas d'une fusion

idéologique », a déclaré le chef de file des Insoumis. En plus des mesures écrites noir sur blanc, il y aurait 33 « nuances » de gris, soit « 5 % du total » d'après Mélenchon, sur les sujets où l'accord n'a pas été possible. Cela concernerait les rares nationalisations envisagées, la titularisation des contractuels dans la fonction publique et quelques autres sujets qui sont loin de constituer des détails mineurs. Mais cela suffit à satisfaire des politiciens pour qui les promesses électorales sont destinées à obtenir des voix, pas à être respectées. Pour eux, l'essentiel

était de parvenir à se répartir les 577 circonscriptions de façon à obtenir le maximum de députés.

De son côté, Lutte ouvrière présente des candidats dans 539 circonscriptions de métropole et sept circonscriptions à La Réunion. Il s'agit d'affirmer que les travailleurs ne doivent pas se laisser bernier par des marchands d'illusions. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et doivent se rassembler sur le terrain de la lutte de classe.

Dans les quatre circonscriptions de Martinique et les quatre de Guadeloupe, les candidats de Combat ouvrier défendront le même programme.

Ces femmes et ces hommes sont issus du monde du travail. Ils ne font pas de carrière politicienne et ne vendront pas leurs idées pour une place. Ils poursuivent dans les élections législatives le combat qu'ils mènent au quotidien, en permanence, dans les entreprises et les quartiers populaires, pour les intérêts de leur classe. Le 12 juin, votez et faites voter pour les candidats de Lutte ouvrière!



Serge Latchoumanin, à La Réunion



Candidat dans la 4^e circonscription de l'île de La Réunion, j'ai 54 ans et je suis conseiller en formation. Pour mes parents, se dire communistes signifiait appartenir au camp des travailleurs, des plus pauvres: celui des ouvriers d'usine, des ouvriers agricoles, des cantinières, des petits planteurs qui étaient dans leur

grande majorité les colons des gros propriétaires.

La vie de tous ces gens, plutôt politisés, était rythmée pour beaucoup d'entre eux par l'activité de l'usine sucrière de Beaufonds. La plupart de ceux que je connaissais militaient ou étaient proches du Parti communiste réunionnais. Pour eux, le PCR était le parti des pauvres, des « petits » comme on disait. Les travailleurs ont mis beaucoup d'espoir dans ce parti et en son leader Paul Vergès, mais au fil des ans, la plupart ont déchanté car ils étaient loin de l'idéal auquel ils croyaient.

L'histoire de l'humanité est faite de migrations, d'échanges de connaissances, de mélanges de cultures, de métissage. C'est ce qui m'a fasciné depuis tout jeune. Au lycée du Butor

à Saint-Denis j'ai cherché le contact et tissé des liens avec les Mahorais et les Comoriens. C'est dans ce même état d'esprit que je me suis rapproché des étudiants « zoreils », maghrébins, mauriciens, antillais, sénégalais connus à la cité universitaire de Strasbourg en 1988. C'est l'année où Mitterrand, président, et Chirac, Premier ministre, ont été responsables, avec le ministre de l'outremer Bernard Pons, du massacre des Kanaks de la grotte d'Ouvéa en Nouvelle Calédonie.

Ces événements ainsi que la politique répressive de l'État français ont exacerbé chez moi le sentiment de révolte. Militer à Lutte ouvrière, c'est s'affirmer dans le camp de la classe qui peut révolutionner le monde dans une perspective communiste.

Marie Ducruet, en Savoie



Je suis candidate dans la 4^e circonscription de Savoie

Dans les années 2000, alors adolescente, j'étais révoltée par les guerres qui se multipliaient sur la planète: au Kosovo, en Afghanistan, en Irak... L'une prenait la suite de l'autre sans interruption. Je n'acceptais pas non plus les inégalités flagrantes que j'avais sous les yeux. Originaire de Chambéry, je croisais des SDF tous les matins en allant au lycée. Mais j'avais

également pu observer le luxe qui s'étalait dans les grandes stations de ski de Savoie.

Venus de toute l'Europe, voire au-delà, des millionnaires logeaient dans des palaces, mangeaient dans des trois étoiles et se faisaient déposer en hélicoptère sur les sommets, alors que des milliers de saisonniers travaillaient près de 50 heures et, faute de logements, étaient parfois contraints de loger dans des caravanes! La société me paraissait absurde et injuste, mais aussi sans issue.

Les idées communistes révolutionnaires que j'ai découvertes, grâce à des camarades de Lutte ouvrière, m'ont fait comprendre que ces guerres, ces inégalités et ces injustices ne sont pas une fatalité. Et surtout que la classe ouvrière recèle la force de mettre à bas le système capitaliste qui en est la cause fondamentale. C'est pour défendre ces idées que je suis candidate dans ces législatives.

Jean-Philippe Fruitier et Renée Potchtovik, à Beauvais



Jean-Philippe Fruitier et Renée Potchtovik, facteurs à Beauvais, sont les candidats de Lutte ouvrière dans les 1^{re} et 2^e circonscriptions de l'Oise, qui couvrent le Beauvaisis. Leurs suppléants sont Heidi Fauville, mère de famille ouvrière, et Boris Olgagnier, éboueur ripeur pendant trente ans.

Militant à La Poste de Beauvais depuis des années, les deux candidats ont connu avec les autres facteurs leur première grève en 1998 contre les suppressions d'emplois. Aujourd'hui, les attaques redoublent, et pas seulement à La Poste. À

Beauvais, un camarade cheminot voit la SNCF de désagréger sous ses yeux. Un autre camarade, ouvrier d'usine, n'a connu son premier CDI qu'à l'âge de 40 ans. Parmi les salariés d'Ehpad ou les aides-soignantes de l'hôpital de Beauvais, les conditions de travail sont éprouvantes. Bien des jeunes se demandent pourquoi leur propre avenir est barré.

Ces candidatures sont un appel au camp des travailleurs: il doit revendiquer son droit à l'existence, jusqu'à arracher aux capitalistes la direction de la société!